



Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Convention relative au financement des études et des procédures complémentaires - Convention relative au financement des acquisitions foncières - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) est un projet de liaison ferroviaire à grande vitesse mixte jusqu'à Béziers (voyageurs et fret), et partiellement mixte entre Béziers et Perpignan. Elle prolonge le Contournement ferroviaire Nîmes – Montpellier (CNM) pour se connecter au réseau à grande vitesse Espagnol existant.

Cet axe fait partie du corridor méditerranéen identifié comme étant prioritaire dans le Réseau TransEuropéen de Transport (RTE-T). Sa réalisation s'inscrit dans l'un des couloirs les plus saturés du réseau ferré national, comme l'a mis en évidence l'Observatoire de la saturation ferroviaire piloté par l'Etat en 2016.

Depuis, la mise en service du Contournement Nîmes-Montpellier (CNM) a permis de créer une offre importante de sillons ferroviaires sur cette section et d'augmenter significativement l'offre de trains voyageurs sur le doublet de lignes (composé par la ligne classique et la ligne nouvelle), notamment de trains régionaux, tout en transférant près de 70 % des trains de fret de la voie ferrée historique sur la voie nouvelle en diminuant ainsi les nuisances sonores dans les villes et villages traversés. Il reste maintenant à réaliser le dernier maillon manquant du corridor méditerranéen en engageant la réalisation de la LNMP.

La LNMP répond, en tant que ligne mixte fret-voyageurs sur le tronçon Montpellier-Béziers, non seulement à un enjeu de qualité de l'air en matière de transport de marchandises, mais également à un enjeu environnemental tout aussi essentiel de développement des trains du quotidien, ainsi que des trains nationaux et européens. De la même manière que la réalisation du CNM a permis de dégager de la capacité pour les trains du quotidien et ainsi contribuer à l'amélioration du niveau de service du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Baillargues, la LNMP permettra de renforcer l'offre sur d'autres haltes (comme Villeneuve-lès-Maguelone), voire d'améliorer la diffusion des pendulaires sur le territoire avec la création de nouvelles haltes, comme à Castelnaud-le-Lez-Sablassou.

Comme toute grande opération d'infrastructure, le projet de la LNMP est le fruit d'un long processus d'élaboration et de définition du projet. Les premières propositions de tracé datent des années 1990. En 1995, les accords de Madrid actent la construction d'une ligne ferroviaire le long de la façade méditerranéenne entre la France et l'Espagne.

De 2011 à 2017, les études ont été suivies de 4 décisions ministérielles actant :

- Le tracé : 150 km de ligne nouvelle à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan ;
- Le projet : deux sections de ligne mixte fret-voyageurs (entre Montpellier et Béziers et de Rivesaltes à Toulouges) et une section voyageuse uniquement entre Béziers et Rivesaltes ;
- Les gares nouvelles : Béziers Est et Narbonne Ouest ;
- Le phasage du projet : la première phase correspondant au tronçon Montpellier-Béziers et la deuxième au tronçon Béziers-Perpignan.

Lors de l'élaboration du rapport DURON relatif à la programmation et le financement des infrastructures, la procédure est mise en veille entre 2017 et 2019. Début de 2019, le tracé de la LNMP est qualifié comme Projet d'Intérêt Général (PIG) par les arrêtés préfectoraux de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées Orientales. En décembre de la même année, la Loi d'Orientations des Mobilités (LOM) acte l'engagement des travaux de la section Montpellier-Béziers à l'horizon de 10 ans et de la section Béziers-Perpignan à échéance de 20 ans.

Ainsi, sous l'égide de l'Etat, un protocole d'intention de financement a été établi et approuvé par les assemblées de toutes les collectivités partenaires avant d'être signé symboliquement en présence du Premier Ministre le 22 janvier 2022 à Narbonne. Ce protocole étudie deux pistes de financement : l'hypothèse de financement budgétaire et l'hypothèse de financement par le biais d'une société de projet. Il a établi les clés de répartition entre collectivités locales pour l'hypothèse de financement direct par les cofinanceurs. Ces participations budgétaires pourraient être réduites en fonction des rendements de la société de projet. La participation de Montpellier Méditerranée Métropole a été établie à hauteur de 8,69 % de la part des collectivités. Il est également convenu de la possibilité d'utiliser les mêmes principes de répartition des financements pour la phase 2.

Le processus d'enquête publique pour la première phase a été mené entre le 14 décembre 2021 et le 27 janvier 2022. Une fois le rapport de la commission d'enquête rendu, il s'agira de saisir le conseil d'Etat pour obtenir une Déclaration d'Utilité Public (DUP).

Par ailleurs, les travaux portant sur la création d'une société de financement ont été menés en parallèle de l'établissement du protocole. L'ordonnance portant création de la société de financement LNMP a été adoptée en Conseil des Ministres le 2 mars 2022 et signée par le président de la République. Le décret d'application sera validé en suivant.

Selon le calendrier de réalisation prévu (échelonnement des dépenses entre 2022 et 2034) et les hypothèses d'inflation retenues à ce stade du projet (1,9%/an), le coût en euros courant de la première phase de la LNMP est estimé à 2 461 M€.

Grace au Grant Agreement 2014-2022 en cours, les fonds européens peuvent rembourser jusqu'à 9M € les études de la LNMP. Les négociations sont en cours pour la prochaine période, permettant ainsi de financer une partie des études, tandis que les acquisitions foncières ne sont pas éligibles. Il faut noter que la signature des conventions par tous les partenaires est indispensable pour obtenir cette subvention européenne.

La présente délibération porte sur les conventions Etudes n°6 et Acquisitions foncières n°6.

Concernant les études, les 3 dernières conventions de financement Etudes signées (convention n°3 de 3.33 M€ financée intégralement par l'Etat, convention n°4 de 3.33 M€ financée intégralement par la Région Occitanie et convention n°5 de 3.33 M€ entre les 10 Collectivités locales partenaires du projet), ont permis de financer les études et procédures préalables à l'enquête d'utilité publique de la phase 1 entre Montpellier et Béziers ainsi que l'enquête d'utilité publique.

La convention Etudes n°6 a ainsi pour objet le financement des études spécifiques et procédures complémentaires à engager, à la suite de l'enquête d'utilité publique, dans la perspective de l'Avant-Projet Détaillé (APD). Le besoin de financement est évalué à 12 000 000 € courants HT, financée à 50% par l'Etat, à 20,5% par la Région et à 29,5% par 10 collectivités traversées par la LNMP (3 conseils départementaux et 7 EPCI). Les clés de répartition entre collectivités sont celles établies dans le protocole d'intention de financement. La participation de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève ainsi à 521 400 € HT courants, soit 4,345% du montant total de la convention.

Concernant les acquisitions foncières, la convention de financement des acquisitions foncières n°6 fait suite à la conclusion de cinq premières conventions de financement et avenants signés (convention n°1 et ses avenants de 3.8 M€, convention n°2 de 20 M€, convention n°3 de 5 M€ entre l'Etat et la Région Occitanie, convention n°4 de 2.5 M€ financée intégralement par l'Etat et convention n°5 de 2.5 M€ financée intégralement par la Région Occitanie). Elle a pour objet de palier aux besoins immédiats et ne représente qu'une « avance » quant au besoin global nécessaire pour la réalisation de l'ensemble des acquisitions foncières à venir.

La convention de financement acquisitions foncières n°6 de 13 200 000 € HT courants est financée à 50% par l'Etat, à 20,5% par la Région et à 29,5% par 10 collectivités traversées par la LNMP (3 conseils départementaux et 7 EPCI). Les clés de répartition entre collectivités sont celles établies dans le protocole d'intention de financement. Par conséquent, la participation de Montpellier Méditerranée Métropole est de 573 540 € HT, soit 4,345% du montant total de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des deux conventions relative aux modalités de participation financière dans le cadre de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan entre l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, le Département de l'Aude, le Département des Pyrénées Orientales, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, la Communauté d'Agglomération de Béziers, la Communauté d'Agglomération du Grand Narbonne, la Communauté d'Agglomération de Carcassonne, la Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée Métropole, la Communauté d'Agglomération Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 12 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-189608-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Etudes
- Convention Acquisitions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.